



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

*Direction de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique*

Service Risques, Énergie et Climat

ARRÊTÉ N° 201712 - 0004

***Portant prescriptions complémentaires encadrant les travaux de démantèlement du réservoir
sous talus de la société ANTILLES GAZ sur le territoire de la commune du Lamentin***

Le Préfet de la Martinique

Vu le code de l'environnement, notamment le livre V, titre 1er et ses articles L. 181-3, L. 181-4, L. 181-14 et R.181-45 ;

Vu la loi n° 2002-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 29 juin 2017 portant nomination de M. Franck ROBINE en qualité de Préfet de la région Martinique ;

Vu le décret du 24 juin 2015 portant nomination de Patrick AMOUSSOU-ADEBLE en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Martinique ;

Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°71-2234 du 22 septembre 1971 autorisant ANTILLES GAZ à exploiter un dépôt de gaz de pétrole liquéfié, complété par l'arrêté préfectoral n° 92-2367 du 16 novembre 1992, portant prescriptions complémentaires pour le déplacement des installations de stockage ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 93-2789 du 22 novembre 1993 autorisant la société Antilles Gaz à exploiter un stockage sous talus de 1 000 m³, complété par l'arrêté préfectoral n° 08-01158 du 14 avril 2008 portant prescriptions complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013002-0004 du 28 décembre 2012 donnant acte à l'entreprise Antilles Gaz de sa proposition de déplacer le poste de chargement camions et neutraliser son réservoir sous talus (RST) sur le territoire de la commune du Lamentin ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-322-0009 du 18 novembre 2013 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour des établissements Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA) et Antilles Gaz implantés sur la commune du Lamentin « Zone Californie » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 201701-0016 du 31 janvier 2017 mettant en demeure la société Antilles Gaz de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2013002-0004 du 28 décembre 2012 ;

Vu les rapports et propositions du service d'inspection des installations classées de la DEAL ;

Vu l'avis rendu par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Martinique en date du 17 novembre 2017;

Considérant que la société Antilles Gaz exploite des installations visées par l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Considérant que le règlement du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) SARA-ANTILLES GAZ approuvé par l'arrêté préfectoral n°2013-322-0009 du 18 novembre 2013 susvisé impose le démantèlement du réservoir de gaz de 1000 m³, des installations de remplissage de véhicules de transport de gaz de pétrole liquéfié et des canalisations de transport de gaz reliant le réservoir de stockage aux installations de la société SARA et au centre d'embouteillage de gaz de pétrole liquéfié sous un délai de 4 ans à compter de la date d'approbation du dit PPRT ;

Considérant que l'article G.1.4 du règlement du PPRT SARA-ANTILLES GAZ mentionne que ce démantèlement est réalisé conformément aux dispositions d'un arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R.512-31 du code de l'environnement (abrogé et remplacé par l'article R.181-45 du code de l'environnement) ;

Considérant toutefois qu'en application de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2017 un délai supplémentaire jusqu'au 28 décembre 2017 a été accordé à l'exploitant pour procéder à la neutralisation du réservoir sous talus de 1000 m³ de gaz de pétrole liquéfié et qu'il convient dès lors d'accorder un délai raisonnable entre la neutralisation du réservoir sous talus et son démantèlement ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement le préfet peut fixer des prescriptions complémentaires imposant des mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaires;

L'Exploitant consulté le xx xxxxx 2017 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Martinique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société Antilles Gaz, dont le siège social est situé Zone Industrielle de Californie, 97 232 Le Lamentin, dénommée ci-après l'exploitant, doit, pour les installations qu'elle exploite sur la commune du Lamentin, respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : DÉMANTÈLEMENT D'INSTALLATIONS EXPLOITÉES PAR ANTILLES-GAZ

Pour la réalisation des opérations de démantèlement imposées par l'arrêté n°2013-322-0009 du 18 novembre 2013 susvisé, l'exploitant met en œuvre, avant le 28 janvier 2018, les dispositions suivantes :

2-1 Principes généraux-Mode opératoires

La totalité des installations du réservoir sous talus, des canalisations d'alimentation attenantes et du poste de chargement de véhicules citernes de transport de gaz comprenant notamment la pomperie doivent être démantelées et évacuées conformément aux dispositions de l'article G.1.4 du règlement du PPRT SARA-ANTILLES GAZ. Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Les tuyauteries non utilisées sont neutralisées et retirées.

Une analyse de risque, un plan de prévention, la formation du personnel extérieur seront réalisés avant le début des opérations et le commencement des opérations de démantèlement.

Les techniques mises en œuvre sont compatibles avec la proximité des installations de stockage et d'emplissage du site. L'activité du site est interrompue en cas de nécessité avant le début de certaines opérations.

Les opérations de mise en sécurité et de démantèlement sont effectuées avec toutes les précautions nécessaires à la prévention des risques et des pollutions et font l'objet de modes opératoires spécifiques établis sous la responsabilité de l'exploitant. Ces modes opératoires font l'objet d'une validation interne conformément aux dispositions prévues par le système de gestion de la sécurité.

Avant le début des opérations de démantèlement et particulièrement avant tout travail par points chauds, l'exploitant s'assure de la réalisation conforme aux règles de l'art des opérations de dégazage et d'inertage des installations (capacités et tuyauteries). Cette vérification fait l'objet d'une traçabilité dans les modes opératoires prévus ci-dessus et d'un point d'arrêt avant la poursuite des opérations de démantèlement.

Durant tous les travaux les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1993 susvisé s'appliquent notamment celles relatives aux installations électriques et aux matériels utilisables dans les zones à atmosphères explosives.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés ci-dessus.

2-2 Surveillance des travaux

Tous les travaux effectués dans le cadre de la mise en sécurité et du démantèlement des installations sont réalisés sous la surveillance d'une personne compétente désignée par l'exploitant. Les travaux sont effectués par du personnel formé et habilité notamment pour la réalisation des travaux par point chauds.

2-3 Incidents

L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la date de début des travaux et de leur durée prévisionnelle.

Tout incident notable ou accident lié aux opérations de mise en sécurité ou à la déconstruction est porté sans délai à la connaissance de l'inspection des installations classées, et fait l'objet d'un rapport interne circonstancié.

2-4 Modification apportées aux installations

L'exploitant informe le préfet des modifications apportées aux installations conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, notamment celles relatives à la cessation partielle d'activité des installations démantelées et aux modifications apportées aux autres installations du site pour la poursuite de fonctionnement du hall d'emplissage.

Concernant les installations démantelées, l'exploitant indique conformément aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité de l'installation. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES ET RECOURS :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Fort-de-France :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité prévues à l'article 4. Ce délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement .

ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ :

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent est déposée à la mairie du Lamentin et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du Lamentin pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Martinique pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le maire du Lamentin, le Directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société Antilles Gaz.

A FORT-DE-FRANCE, LE 11 DEC. 2017

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Martinique

Patrick AMOUSSOU-ADEBLE